

Déclaration pour le comité groupe France du 29 juin 2017

Madame la Directrice Générale,

Vous défendez une stratégie de développement du Groupe basé sur la transition énergétique et vous communiquez sur le fait qu'il doit s'agir d'un développement interne, deux dimensions que la CGT défend. La CGT a d'ailleurs beaucoup œuvré pour finaliser l'accord social européen visant à accompagner dans la durée les évolutions du Groupe par l'évolution des qualifications et compétences des salariés et par le maintien des garanties sociales.

Pourtant, un an après la signature de cet accord et l'annonce de votre nouvelle stratégie, nous nous interrogeons sur la place des salariés du Groupe dans cette stratégie.

Il y a d'abord les salariés des activités vendues. Vous avez annoncé un programme de 15 milliards de cessions soit le tiers des activités du Groupe et cela en trois ans. On est loin d'une transformation progressive du Groupe. Parmi ces cessions, il y a des entreprises qui pourtant sont dans la cible des activités : hydroélectricité, GNL, biomasse. Elles sont vendues car les résultats ont baissé. Ce qui signifie que potentiellement tous les salariés du groupe sont sous la menace d'une cession rapide à partir du moment où ils ne rapportent plus assez.

Il y a ensuite les salariés des activités qui restent ou, plutôt, qui n'ont pas encore été cédées. Ceux-là ont clairement le rôle d'apporter le maximum de résultat au groupe pour financer le tournant stratégique. Ils subissent tous le redoutable plan Lean qui renforce l'intensification du travail, la pression et qui conduit partout à des baisses d'effectifs.

Mais ces salariés seront-ils au final concernés par les activités futures ? On peut en douter au regard du fait que les nouvelles techniques tant sur l'énergie que les services sont portées par de nouvelles acquisitions, des startups, des activités développées en dehors des entreprises historiques. Pour leur très grande majorité, les salariés ne voient pas le changement, ne sont pas inclus dans les nouvelles activités, ne sont pas formés à celles-ci.

Pire, ils voient surtout partir de plus en plus leurs métiers vers de la sous-traitance à moindre coût, le groupe semblant bien se spécialiser dans les études et l'ingénierie pour externaliser toujours plus les activités opérationnelles, comme c'est le cas dans toute la B to B.

Le Groupe communique beaucoup sur l'innovation et les nouvelles activités mais les salariés s'en sentent exclus. L'avenir sera-t-il à encore plus de cessions pour acheter toujours plus de nouvelles sociétés ? L'avenir sera-t-il à toujours plus de dumping social par le Groupe ?

L'accord social ne servirait alors plus à rien. Il ne s'agirait plus de placer les salariés dans la meilleure situation et aux meilleures garanties sociales pour développer les activités du Groupe. Il s'agirait d'une grande transformation externe consistant à sortir progressivement les salariés historiques.

La CGT défend l'idée d'un développement industriel de la France, et, pour cela, d'assurer l'investissement, la formation et l'ancrage dans les territoires. C'est pourquoi nous refusons les cessions et suppressions d'emplois massives. Nous demandons un développement du Groupe en interne, en s'appuyant sur les compétences acquises des salariés du Groupe et en assurant leur formation et leur déroulement de carrière.